

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Argentina-Violente-repression-en-reponse-a-la-demande-de-dialogue-des-instituteurs>

Argentine : Violente répression en réponse à la demande de dialogue des instituteurs

- Argentine -

Date de mise en ligne : lundi 17 avril 2017

Description :

Represión neoliberal en Argentina a maestros

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Commençons par la phrase de Clausewitz : celle qui propose la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens. Ici guerre et politique sont identifiées. Seuls les moyens changent, la politique est pacifique, exclut la violence et privilégie le dialogue. La guerre est la guerre. Moins une armée aura d'humanité, plus grand sera son succès. Tout sentiment d'humanité est un aveu de faiblesse. Hannah Arendt (citée par Horacio González, ex directeur de la Bibliothèque Nationale) propose une distinction entre politique et guerre. Elle n'a rien inventé mais l'a dit. Une chose est la politique, et une autre est la guerre. Arendt exclut toute violence possible de la politique. La politique est un dialogue et non une guerre. Ceci n'est pas ainsi. Comme nous pouvons l'apprécier au cours des jours derniers dans ce pays [Argentine], la violence fait partie de la politique. Les instituteurs représentent le dialogue, l'éducation. La police exprime la dureté du pouvoir. Le pouvoir se sait antipopulaire. Mais cela lui est égal. Pour faire peur, il importe des armes [des USA] au sein du pays. Elles sont destinées à ceux qui protestent. Y a-t-il une politique des armes ? Toute politique est en même temps violence et dialogue. Une information journalistique qui déclare qu'un gouvernement a acheté beaucoup d'armes d'efficacité sophistiquée, c'est un coup de feu. On tire contre le cœur apeuré de ceux qui proposent le dialogue même s'ils protestent. La protestation est dialogue. Protestent ceux qui demandent à être écoutés. Ils protestent parce que le pouvoir semble sourd, enfermé sur lui-même ou très sûr de lui dans son arrogance. La protestation est la pétition du dialogue. Mais le pouvoir ne répond pas, il importe des armes. Telle est sa réponse.

Depuis Menem, on n'a pas tabassé un institut. Ce fut l'une des choses que Menem n'a pas faites, il en a fait plusieurs autres mais pas cela. Menem a vu la tente des enseignants avec étonnement, il n'a pas su quoi faire, il n'a rien fait, il n'a pas réprimé. Il suffira de regarder seulement la photo d'un policier des forces spéciales réprimer des mutineries. C'est un cyborg [1] disposé à lancer sa furie, ses pires rayons lasers. Quino [l'auteur de Mafalda] disait que la matraque d'un répresseur de mutineries sert à cabosser des idéologies. Y a-t-il une idéologie derrière une grève des enseignants ? Oui, l'idéologie de manger pour enseigner. Celle de défendre le droit à l'enseignement. Qu'il soit reconnu et rémunéré positivement.

L'intelligence est toujours dangereuse. Dans ce monde qui propose des zombies, on désire que personne ne pense. La matraque du policier ne pense pas, elle cogne, mais elle sait où elle cogne. Ils lui ont dit où cogner. On a décidé de cogner parce que l'on a décidé que la politique est guerre. Si l'on décide de ne pas dialoguer, il ne reste qu'à réprimer.

Qu'est-ce que c'est l'État ? L'État est la répression des instincts naturels des hommes. Si on vit à l'état naturel, on vit dans un état de guerre permanent. Les hommes doivent réprimer les instincts et les céder à l'État dans leur dernier acte de liberté. L'État ordonnera la société et gouvernera pour tous. Nietzsche maudira cette théorie hobbesienne et y verra la mort de l'individu libre qui aime la vie, qui ne veut pas se réprimer ni être réprimé. Lénine (pas celui qui a gagné les élections en Équateur) proposait dans « L'État et la révolution », l'État en fonction d'une classe. C'était la dictature du prolétariat. L'État néolibéral ressemble assez à cela. C'est une dictature de classe. Ce n'est pas celle du prolétariat, mais celle des grands groupes. Les riches naissent avec du pouvoir et consacrent leur vie à le conserver. Pour le conserver, ils recourent à l'État répresseur. L'État répresseur, l'achat d'armes et la répression des instituteurs sont des chaînons de la même chaîne. Les riches s'autorisent eux mêmes. Ils n'ont de comptes à rendre à personne, ils ne le veulent pas et à celui qui le demande, on ne donnera pas d'explications, ils lui donneront des coups de matraques. Dans ce sens la répression est inhérente à la dictature de classe. Cette similitude entre Lénine et le gouvernement de Macri sera suggestive. Nous attendons cela. La dictature du prolétariat est la dictature des **PDGs**, de la « *Corpolitik* ».

Est-ce que la politique est violence ? C'est sans doute la proposition du dialogue mais tous ne veulent pas dialoguer. Là où meurt le dialogue apparaît le bâton du répresseur. Ce gouvernement a une arrogance étonnante. Il agit comme s'ils étaient des représentants du divin. Ils se moquent de ceux qui les mettent en question, jettent des épithètes insultantes. Ainsi, la politique est transformée en répression. La répression est violence, la politique est violence. Les photos des gendarmes agressant les manifestants et la nouvelle de l'achat abusif d'armes sont de la

répression. Mais, seule la violence est-elle répression ? La jouissance l'est aussi. Comme bien l'a dit Foucault. Le pouvoir, cette bête magnifique soumet par la jouissance et la distraction. Il captive avec les séries de la télévision, trompe avec ses sourires frivoles et médiatiques. Les bâtons, ils l'appellent de la joie. Comme si c'était des ballons. Les bâtons ne sont pas ballons. Ils font plus de mal. C'est pourquoi ils sont utilisés. Nous arrivons à un point essentiel, à la douleur. Celui qui s'oppose à l'État souffrira. La douleur est le coût de la protestation. Si toute éthique possible doit partir d'une lutte contre la souffrance, alors toute éthique devra condamner la répression violente. Le pouvoir punit, cherche l'ordre. L'ordre est obtenu aux dépens de la douleur des désordonnés. Les désordonnés sont ceux qui protestent. Les ordonnés puniront. Ce qui préoccupe à propos de l'actuel gouvernement argentin est jusqu'où il se propose d'arriver. Il bénéficie d'une conjoncture internationale favorable. Mais il a un front interne très uni contre les politiques néolibérales. C'est un héritage des droits conquis. Mais cela lui importe-t-il ? Ceux qui s'opposent au pouvoir ont-ils des droits ? Oui, ils en ont.

Tout aveuglement devant la protestation amènera à la répression comme unique réponse. La vanité, le dédain élitiste et les achats fous d'éléments répressifs sont les caractéristiques du pouvoir actuel en Argentine. Albert Camus disait : l'un se propose de libérer les hommes et finit par organiser une police. Quelle police organisera un pouvoir qui ne se propose même pas de libérer les hommes ?

José Pablo Feinmann* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Contratapa. Buenos Aires, 16 de abril de 2017

* **José Pablo Feinmann** filósofo argentino, docente, escritor, ensayista, guionista y conductor de programas culturales sobre Filosofía.

Título original : « *Palos y pizarrones* » [Coup de bâtons et tableaux noirs]

* **José Pablo Feinmann** filósofo argentino, profesor, escritor, ensayista, guionista y autor-animador de emisiones culturales sobre la filosofía.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 17 avril 2017.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Un cyborg est un être humain - ou à la rigueur un autre être vivant intelligent, en science-fiction "qui a reçu des greffes de parties mécaniques. [Wikipédia](#)